

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Numéro 10 (50), automne 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034676ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034676ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1983). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 171–177.
<https://doi.org/10.7202/1034676ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Français

Mouvements sociaux, mouvements post-politiques

A. Melucci

Dans cet article, l'auteur s'efforce de saisir les mouvements sociaux qui parcourent les sociétés post-industrielles comme les signes d'une transformation profonde de la logique et des mécanismes qui guident nos sociétés. Il esquisse une interprétation de ces formes contemporaines d'action collective que constituent les mouvements « post-politiques » des jeunes, des femmes, des groupes nationaux et des communautés ethniques ainsi que les mobilisations écologiques.

Ces mouvements sont pour l'auteur « post-politiques », dans le sens où ils débordent complètement les cadres traditionnels d'organisation et de compréhension politiques des sociétés industrielles. Il n'est donc plus possible de les saisir correctement à travers des schèmes d'analyse qui sont marqués historiquement par les formes politiques que ces sociétés ont produites.

Peut-on même parler de « mouvements » ? Il s'agit plutôt d'espaces de rassemblement, de réseaux diffus de groupes, de points de rencontre qui diffèrent profondément de l'acteur collectif organisé politiquement. Doit-on qualifier ces phénomènes de désagrégation ? Nous nous trouvons plutôt en face d'un changement du modèle et de la forme de rassemblement de l'acteur collectif qui pose le problème du rapport entre les mouvements et les systèmes de représentation et d'organisation politique.

Nouveaux mouvements sociaux et action collective

P. Hamel, M. Lesage, L. Maheu, C. Saint-Pierre

Sur la base de l'article d'A. Melucci, « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », trois sociologues et un urbaniste entrent en débat. Les thèmes abordés concernent la notion d'« espaces de rassemblement » comme expression des nou-

Anglais

Social movements, post-political movements

A. Melucci

The author analyses various social movements characteristic of post-industrial societies as indications of a profound transformation of the logic and the mechanisms underlying contemporary society. He outlines his interpretation of the collective action proposed by the new "post-political" movements: youth, women, national minorities and ethnic groups as well as ecology groups.

These movements are considered as "post-political" in the sense that they do not fit into traditional analyses of political organization and action in industrial societies. The modes of analysis appropriate to political action in industrial societies may constitute more of a hindrance than a help to our understanding of these movements.

One may well ask whether the term "movements" is the most appropriate. Perhaps it would be more useful to speak in terms of "focal points" or informal networks. It would seem, in any case, that our analysis must be radically different than in the case of the politically organized collective actor. Should these new forms of organization and action be seen simply as a breakdown of traditional behaviour? Or would it be more useful to say that we are facing a new model of organization of the collective actor which poses the problem of the relationship between these movements and the traditional systems of political representation and organization.

New social movements and collective action

P. Hamel, M. Lesage, L. Maheu, C. Saint-Pierre

Three sociologists and a professor of urban studies discuss A. Melucci's article: "Social movements, post-political movements" (see above). The aspects discussed centered around his notion of

Espagnol

Movimientos sociales, movimientos post-políticos

A. Melucci

El autor del artículo intenta comprender los movimientos sociales que mueven las sociedades post-industriales como los signos de una transformación profunda de la lógica y de los mecanismos que guían nuestras sociedades. Éste bosqueja una interpretación de estas formas contemporáneas de acción colectiva que son los movimientos "post-políticos" de jóvenes, de mujeres, de grupos nacionales y de comunidades étnicas, así como las movilizaciones ecológicas.

Estos movimientos son para el autor "post-políticos", en el sentido que desbordan completamente los marcos tradicionales de organización et de comprensión políticos de las sociedades industriales. Por ello, ya no es posible el comprenderlos correctamente a través de los esquemas de análisis marcados históricamente por las formas políticas que estas sociedades han producido.

¿Es posible hablar de "movimientos"? Se trata, más bien, de espacios de agrupación, de redes difusas de grupos, de puntos de encuentro, que difieren profundamente del actor colectivo organizado políticamente. ¿Se pueden calificar estos fenómenos de desagregación? Nos encontramos más bien confrontados a un cambio de modelo y de forma de agrupación del actor colectivo, que plantea el problema de la relación entre los movimientos y los sistemas de representación y de organización políticas.

Nuevos movimientos sociales y acción colectiva

P. Hamel, M. Lesage, L. Maheu, C. Saint-Pierre

El artículo de A. Melucci "Movimientos sociales, movimientos post-políticos" es la ocasión para un debate entre tres sociólogos y un urbanista. Los temas abordados

veaux mouvements sociaux qui caractériseraient les sociétés capitalistes avancées, la question même de savoir si ces mouvements sont vraiment « nouveaux », la symbolique culturelle que véhiculent ces mouvements, le renversement de l'analyse que met de l'avant Melucci en insistant sur la nécessité de partir de l'action collective, des conflits et de leurs enjeux plutôt que des acteurs et de leurs caractéristiques structurelles.

Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux

A. Melucci

A. Melucci répond au débat précédent. Peut-on encore parler de conflits de classe dans une situation où les classes en tant que groupes sociaux réels définis par leur position dans le rapport de production sont en train de se dissoudre ?

L'analyse doit commencer par les enjeux des conflits et ce n'est qu'après qu'on peut en identifier les acteurs. Les conflits des sociétés à haute différenciation se jouent toujours autour de la production, de l'appropriation, de la destination des ressources sociales. Les acteurs qui occupent ces champs peuvent changer et c'est à l'analyse empirique de les identifier. Cette perspective implique un changement d'optique dans l'analyse des conflits. À ce niveau de généralité, il faut partir du système, de sa logique de fonctionnement, des processus qui alimentent sa reproduction et son changement. Il faut saisir les problèmes et les ressources autour desquels se joue le conflit. L'analyse empirique doit expliquer pourquoi à une phase donnée certains groupes sociaux se mobilisent dans des conflits antagonistes.

“focal points” as a concept for understanding the new social movements which characterize advanced capitalist societies. Other questions discussed were: Are these movements really “new”? What is the nature of the cultural symbolism used by these groups? What are the implications of Melucci's approach which emphasizes the importance of the forms of collective action, the conflicts and the stakes involved rather than the actors and their structural characteristics.

Conflicts as the basis of analysis of social movements

A. Melucci

A. Melucci responds to the discussion of his article. He raises the question as to whether it is still useful to speak of class conflict in a situation when social classes, in the sense of real social groups, defined by their position in the relations of production, are dissolving?

The analysis must begin with an examination of the stakes involved in a given conflict and it is only afterwards that it is possible to identify the actors. Conflicts in highly differentiated societies are always related to the production, appropriation and distribution of social resources. The actors involved in these areas can change and it is the task of empirical analysis to identify them. This approach implies a change of perspective in the analysis of conflicts. At this level of generality, it is necessary to begin with the “system”, its rules of operation and the processes which govern its reproduction and transformation. It is necessary to understand the problems and the resources at stake in the particular conflict. The empirical analysis should provide an explanation as to why, at a certain time, various social groups are mobilized around particular conflicts.

concernen la noción de “espacio de agrupación” como una expresión de los nuevos movimientos sociales que caracterizarían las sociedades capitalistas avanzadas; la cuestión misma de saber si estos movimientos son realmente “nuevos”; la simbólica cultural vehiculada por estos movimientos, y la inversión analítica propuesta por Melucci, que insiste en la necesidad de partir de la acción colectiva, de los conflictos y de sus objetos de contención más bien que de los actores y de sus características estructurales.

Analizar los movimientos sociales a partir de los conflictos

A. Melucci

A. Melucci responde al debate previo. ¿Es posible hablar todavía de conflictos de clase en una situación en que las clases, en cuanto son grupos sociales definidos por su posición en las relaciones de producción, están en vías de disolución?

El análisis debe comenzar por los objetos de contención en los conflictos, y sólo en un segundo tiempo es posible identificar los actores. Los conflictos en las sociedades altamente diferenciadas se centran en la producción, en la apropiación y en el destino de los recursos sociales; los actores que ocupan estos campos pueden cambiar, y el identificarlos es tarea de análisis empírico. Esta perspectiva implica un cambio radical en el análisis de conflictos. En este nivel de generalidad, hay que partir del sistema, de su lógica de funcionamiento, de los procesos que alimentan su reproducción y su transformación. Hay que comprender los problemas y los recursos en torno a los cuales se juega el conflicto. Es el análisis empírico el que debe explicar porqué es en una fase específica que ciertos grupos sociales se movilizan en conflictos antagonistas.

L'alternative au tournant

E. Alsène

Pour appréhender pleinement les thèmes qui s'affrontent sur le rôle et l'avenir de l'alternative, en particulier dans ses rapports avec l'État, il est nécessaire de saisir d'abord toute l'ampleur et la diversité de ce phénomène de création sociale collective en marge de nos sociétés industrielles occidentales. La mouvance alternative d'aujourd'hui puise en effet dans une histoire mouvementée un éventail extraordinaire de pratiques et de revendications, et se façonne autour d'un nombre impressionnant de dimensions qui signifient plus d'un dépassement dans le fonctionnement quotidien des groupes conviviaux. Finalement, on doit convenir que l'alternative n'est vraiment ni une courroie d'intégration sociale, ni une source d'innovation sociale, ni un phénomène d'invention sociale, ni un mouvement de transition sociétale. Si la sensibilité conviviale poursuivait sa réactivation grâce aux jeunes et aux pacifistes, et si, à la suite d'André Gorz, elle s'orientait vers une implication alternative volontaire, alors peut-être saurait-on davantage où l'on s'en va avec l'alternative.

Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires

P. Hamel

L'un des enjeux majeurs auxquels sont présentement confrontées les organisations populaires de la région montréalaise, est celui de leur financement. Spécifié par la crise de l'État-providence, cet enjeu conduit les acteurs de ces organisations à s'interroger davantage sur les conditions de la redistribution étatique en définissant leur spécificité qui renvoie avant tout ici à la notion d'autonomie.

Après avoir situé quelques aspects politiques relatifs aux problèmes de financement pour les organisations populaires dans

The "Alternative" at the crossroads

E. Alsène

In order to fully understand the various arguments concerning the role and the future of alternative action, and in particular in relationship to the State, it is necessary to have some idea of the diversity involved in this phenomenon of collective social creation taking place on the frontiers of western industrial societies. Today's alternative movements draw upon a long and rich history of experimentation in an immense variety of areas. In the final analysis, it would appear that alternative action is neither necessarily a mechanism of social integration nor necessarily a source of social innovation. It is not necessarily innovative nor is it necessarily a transitory phenomenon. If the "convivial" orientation continues to grow, in large part due to new youth and pacifist movements and if, as André Gorz suggests, the trend towards a more voluntary personal commitment continues, then perhaps a clearer image of alternative action will come into focus.

The crisis of State income transfers and the impact on community action groups

P. Hamel

One of the major problems confronting community action groups in the Montreal area is financial survival. The crisis of the welfare state forces the actors involved to rethink their relationship to the State apparatus and the conditions of their own relative autonomy.

After a brief discussion of the political environment related to the financial problems of community action groups, the author summarizes the results of his study of the positions of various groups on these questions. In particular, he looks at the situation in three areas: tenant groups, day-care

La alternativa en la encrucijada

E. Alsène

Para comprender plenamente las tesis que se afrontan sobre el papel y el futuro de la alternativa, en particular en sus relaciones con el Estado, es necesario comenzar comprendiendo la amplitud y la diversidad de este fenómeno de creación social colectiva, al margen de nuestras sociedades industriales occidentales. El movimiento alternativo contemporáneo se enraiga, en efecto, en una historia movida por una variedad extraordinaria de prácticas y de reivindicaciones, y se crea en torno a un número impresionante de dimensiones, que expasan las aperturas del funcionamiento cotidiano de los grupos conviviales. Finalmente, hay que convenir que la alternativa no es ni una correa de integración social, ni una fuente de innovación, ni un movimiento de transición societal. Si la sensibilidad societal continuara su reactivación, gracias a los jóvenes y a los pacifistas, y si, en los pasos de André Gorz, se orientara hacia una implicación alternativa voluntaria, entonces, tal vez, sabríamos más claramente hacia donde nos lleva la alternativa.

La crisis de la redistribución estatal y el financiamiento de las organizaciones populares

P. Hamel

Uno de los problemas mayores que confrontan las organizaciones populares de la región de Montréal es el de su financiamiento. Especificado por la crisis del Estado-Providencia, este problema lleva a los actores de estas organizaciones a interrogarse con mayor intensidad sobre las condiciones de la redistribución estatal, definiendo su propia especificidad en términos de su autonomía.

Después de situar algunos aspectos políticos relativos al problema del financiamiento de las organizaciones populares en el

le contexte de crise, l'auteur présente la position des intervenants en s'appuyant sur une enquête menée dans trois secteurs, soit celui du logement, des garderies et des radios communautaires. En conclusion, une évaluation de la marge de manoeuvre des organisations populaires est proposée. On souligne alors un certain nombre d'acquis mais on fait également valoir la nécessité, comme condition de survie pour ces organisations, de préciser leur conception de l'autonomie qui demeure sous-jacente à leur orientation politique.

Le quatrième Front commun syndical : un échec libérateur ?

F. Demers

L'auteur poursuit une réflexion sur le poids historique des syndicats des secteurs publics et parapublics québécois. Il pose l'hypothèse que l'échec du quatrième Front commun met fin d'une part au leadership prématurément sclérosé de ces syndicats sur l'ensemble du mouvement syndical et que, d'autre part, il libère au sein des syndicats du secteur public la tendance qui porte « les nouvelles valeurs » liées au féminisme, à l'écologisme et à la contre-culture en général. Celles-ci, affirme-t-il, commandent un nouveau rapport au travail-nécessaire-pour-gagner-sa-vie. À cause de cela même, elles pourraient renouveler les pratiques syndicales et permettre au mouvement syndical de mieux faire face à la crise.

« Corporate Welfare » : l'industrie des services sociaux et la réforme du « Welfare State »

D. Stoesz

L'auteur analyse les transformations en cours dans le vaste système des services sociaux aux États-Unis. Réduction des dépenses, décentralisation des programmes constituent le principe de base de la philosophie conservatrice. Mais depuis peu,

centers and community radios. He comments on the manoeuvring room that is available to such groups. Certain victories have been won but it seems more urgent than ever to define what is meant by "relative autonomy" if these organisations are to survive.

The fourth common front in the union movement: a liberating failure?

F. Demers

The author recapitulates his on-going analysis of the historical significance of the public and para-public Quebec unions. He suggests that the failure of the fourth Common Front has broken the stranglehold which this group of unions exercised over the rest of the movement. One of the effects has been to give new credibility within the movement to groups more closely connected to the women's movement, ecology and "counter-culture" groups in general. These groups, suggests the author, are in the forefront of the struggle to change the social definition of work in our society and in this sense, can contribute to a rejuvenation of union tactics and strategy which is sorely needed in this period of economic crisis.

Corporate Welfare: reforming the Welfare State

D. Stoesz

The author analyses recent changes in the social service sector in the United States. Such strategies as reducing expenditures and decentralizing programming are traditional precepts of conservatism but recently, a new priority has come to the forefront: the thrust is now oriented towards dismantling the public sector in the field of social services while encouraging the formation of a new market for social welfare that is amenable to corporate expansion.

contexto de la crisis, el autor presenta la posición de los intervinientes, apoyándose en una encuesta realizada en los tres sectores de la habitación, de las guarderías y de las radios comunitarias. Como conclusión, el autor propone una evaluación del margen de maniobra de las organizaciones populares. Subrayando algunos progresos, el autor insiste en la necesidad, condición de supervivencia, de precisar la concepción de autonomía subyacente a sus orientaciones políticas.

El cuarto frente común sindical: ¿Un fracaso liberador?

F. Demers

El autor reflexiona sobre el peso histórico de los sindicatos de los sectores públicos y parapúblicos en el Québec, y plantea la hipótesis que el fracaso del cuarto frente común termina con el liderazgo prematuramente esclerosado de estos sindicatos sobre el conjunto del movimiento sindical, y libera, por otra parte, en el seno mismo de los sindicatos del sector público, la tendencia que vehicula los "nuevos valores" ligados al feminismo, al ecologismo y a la contra-cultura. Estas tendencias redefinen la relación al trabajo necesario para ganarse la vida, y por ello mismo podrían renovar las prácticas sindicales y permitir al movimiento sindical de enfrentar mejor la crisis.

“Providencia corporatista”: la industria de los servicios sociales y la reforma del “Estado-Providencia”

D. Stoesz

El autor analiza las transformaciones actuales en el vasto sistema de servicios sociales en los Estados Unidos. Reducción de gastos, descentralización de programas, ambos son los principios de base de la filosofía conservadora. Pero, desde hace poco, un nuevo tema ha aparecido, y éste es

un nouveau thème est apparu, celui d'un rôle accru des initiatives privées dans le secteur des services sociaux.

L'article analyse l'influence du secteur privé dans trois domaines : la sécurité du revenu, en particulier les pensions de vieillesse, les soins de santé et les nouveaux centres d'accueil destinés aux personnes âgées qui ont des ressources financières suffisantes, les politiques dites de « zones d'entreprises » qui consistent à favoriser l'implantation d'industries dans les zones les plus défavorisées, tant urbaines que rurales, en suspendant les réglementations de protection des conditions de travail, du salaire minimum, etc., afin de rendre ces zones plus attrayantes pour les investisseurs.

Ainsi est en train de se mettre sur pied une véritable industrie privée des services sociaux qui tend à introduire dans la logique du marché de vastes secteurs jusque-là pris en charge par les programmes gouvernementaux. Que vont devenir, dans un tel rapport de forces, les populations les plus pauvres, puisque le gouvernement n'aura plus les moyens financiers d'assurer une réponse adéquate à leurs besoins ? Le « Corporate Welfare » est en train de remplacer le « Welfare State ».

Crise, État et politique de main-d'oeuvre

P. Dandurand

L'auteur élabore ici une réflexion sur le rôle des politiques de main-d'oeuvre en temps de crise. Sur la base d'une analyse des divers programmes canadiens, il met en évidence que les programmes de main-d'oeuvre oscillent constamment entre des objectifs économiques (requalifier rapidement la main-d'oeuvre la plus apte à répondre aux besoins des secteurs les plus dynamiques de l'industrie) et des objectifs sociaux (occuper les chômeurs, réduire le nombre de prestataires d'assurance-chômage, etc.). En période de crise, il semble qu'on cherche à redonner force à la fonction d'accumulation des politiques de main-

This article analyses the influence of private sector in three areas: (1) Income security, particularly as it relates to retirement pensions, (2) health care and the nursing home industry and (3) economic development, especially in the area of urban economic recovery in which the "enterprise zone" concept (suspending minimum federal standards for salaries and working conditions) plays a major role.

The author argues that a major transformation is underway in the American social service sector: the economic rationality of private profit is gaining ground in areas traditionally reserved for public welfare programmes. If this trend is confirmed, what will happen to the most economically disadvantaged sectors of the population when the government is unable to provide an adequate response to their needs? Is "corporate welfare" to be the answer to the problems of the Welfare State?

Economic crisis, the state and manpower policy

P. Dandurand

The author examines the role of manpower policy in a period of economic crisis. On the basis of his analysis of several Canadian programmes, he notes an oscillation between economic objectives (rapid retraining of workers for jobs in the most dynamic sectors of the economy) and social objectives (government job creation schemes, unemployment insurance reductions, etc.). In a period of crisis, it seems that priority is given to the accumulation function of manpower policy to the detriment of their legitimization function as a disguised form of social welfare. The author concludes that the State is in the process of a major reformulation of its manpower policies. There seems to be no indication of a tendency to withdraw from this sector. Rather, the priorities seem to be on-the-job training programmes and a tightening of government control.

el del papel acrecentado de las iniciativas privadas en el sector de los servicios sociales.

El artículo analiza la influencia del sector privado en tres campos: la seguridad del ingreso, en especial de las pensiones de vejez; los servicios de salud y los nuevos centros de acogida destinados a las personas de edad que poseen recursos financieros suficientes, y las políticas llamadas de "zonas de empresa", que consisten en favorecer la implantación de industrias en las zonas más desfavorecidas, tanto urbanas como rurales, suspendiendo las reglamentaciones de protección de las condiciones de trabajo, del salario mínimo, etc., con el fin de hacerlas más atrayentes a la inversión privada.

Es así que se crea una verdadera industria privada de los servicios sociales, que busca a introducir a la lógica del mercado vastos sectores que hasta ahora estaban cubiertos por programas gubernamentales. ¿Qué sucederá, en tal relación de fuerzas, a los sectores más pobres, dado que el gobierno no poseerá los medios financieros de asegurar una respuesta adecuada a sus necesidades? La "Providencia corporatista" está reemplazando el "Estado-Providencia".

Crise, Estado y política de mano de obra

P. Dandurand

El autor elabora una reflexión sobre el papel de las políticas de mano de obra en tiempos de crisis. Sobre la base de un análisis de diversos programas canadienses, éste demuestra cómo tales programas oscilan constantemente entre objetivos económicos, como recalificar rápidamente la mano de obra más apta a responder a las necesidades de los sectores los más dinámicos de la industria, y objetivos sociales, como ocupar a los parados, reducir el número de prestatarios del seguro de desempleo, etc. En un periodo de crisis, parecería que se busca el reforzar la función de acumulación de las políticas de mano de obra, y por lo tanto que se abandona

d'oeuvre et donc qu'on mette en veilleuse leur fonction de légitimation, de politique cachée de bien-être social. Ainsi, l'État entreprend une importante restructuration de ses politiques de main-d'oeuvre : loin de se retirer, il semble se redéployer, activant la formation en industrie et rendant ses politiques de plus en plus sélectives.

La prévention et la politique américaine

R.C.R. Taylor

La prévention est le lieu d'une confrontation politique majeure aux États-Unis. De plus en plus, les stratégies de prévention s'inspirent d'une idéologie qui reporte sur les individus la responsabilité de leur santé et de leur bien-être personnel. L'article analyse comment, depuis la fin des années soixante-dix, s'est imposée cette conception individualisante de la prévention et comment elle parvient à influencer les décisions de l'État, tant en ce qui concerne le financement que l'orientation de sa politique de santé.

L'article décrit les interventions récentes de l'administration Reagan visant à limiter la portée de diverses réglementations et agences gouvernementales vouées à la prévention, qu'il s'agisse de conditions de travail, d'environnement ou d'hygiène publique.

Deux théories étiologiques s'affrontent : l'une qui reçoit le soutien du gouvernement, des industries, du pouvoir médical met l'accent sur les habitudes quotidiennes pathogènes ; l'autre met en relief l'importance des facteurs sociaux ; certains secteurs du mouvement ouvrier, les écologistes, certaines agences gouvernementales tentent de la défendre. Mais le rapport des forces est inégal. Cependant, peut-on imaginer que, dans un contexte de détérioration croissante du niveau de vie, on puisse continuer de croire que la santé, comme toute autre chose, n'est qu'une question de volonté individuelle ?

The politics of prevention

R.C.R. Taylor

Prevention is a new catchword in American health-care policy. This article analyses the emergence in the late seventies of an apparent consensus concerning an individualist approach to prevention — an approach which stresses the responsibility of individuals for their own health and personal welfare. How did prevention come to assume such a crucial role in political debate on health care policy? Why does the individualist approach take precedence over a more social approach and how is policy formed concerning the orientation and financing of these policies?

This article analyses the recent measures taken by the Reagan administration to limit the scope of government regulation in the field of prevention. In particular the author looks at the situation in the areas of health and security in the workplace, environmental protection and public health.

Two underlying theories about the causes of illness in contemporary society are in conflict: one focusses on the pathological nature of certain aspects of individual behaviour and is supported by current trends in government policy, the main sectors of the medical establishment and the corporate sector. The other, emphasizing the social dimensions of illness, is defended by sectors of the union movement, ecologists and certain government agencies. The odds are unequal and yet, is it possible to imagine that, in a period characterized by the deterioration of the standard of living, health will continue to be seen as a question of individual willpower.

la función de legitimación, de política oculta del bienestar social. Es así como el Estado realiza una restructuración importante de sus políticas de mano de obra. Más que retirarse, parece extenderse, activando la formación en la industria y haciendo sus políticas cada vez más selectivas.

La prevención y la política americana

R.C.R. Taylor

La prevención es el objeto actual de una confrontación política aguda en los Estados Unidos. Las estrategias de prevención se inspiran cada vez más de una ideología que refiere a los individuos la responsabilidad de su salud y de su bienestar personal. El artículo comenta cómo, desde el final de los años sesenta, se ha impuesto esta concepción individualizante de la prevención y cómo ésta influye en las decisiones del Estado, tanto en lo que concierne el financiamiento como en la orientación de su política de salud.

El artículo describe las intervenciones recientes de la administración Reagan, que tratan de limitar el alcance de diversos reglamentos y agencias gubernamentales responsables de la prevención en materia de condiciones de trabajo, de ambiente, o de higiene pública.

Dos teorías etiológicas se confrontan: una, que recibe el apoyo del gobierno, de las industrias y del poder médico, subraya los hábitos patógenos cotidianos; la otra, que insiste en la importancia de factores sociales, y que es defendida por ciertos sectores del movimiento obrero, los ecologistas, y algunas agencias de gobierno. La relación de fuerzas es, sin embargo, desigual; pero, ¿es aún posible, en un contexto de deterioración creciente del nivel de vida, pretender que la salud no es sino un problema de voluntad individual?

La prevención como dispositivo político

B. Francq

El autor aborda aquí un tema central del debate actual sobre las políticas y su redefinición en el contexto de crisis del Estado-Providencia: la prevención. Después de haber subrayado la polisemia del concepto, éste delimita su pertinencia a partir de un examen de su reaparecimiento en el imaginario social de los trabajadores de lo social.

Este examen se realiza poniendo en perspectiva los dos paradigmas centrales que entran en conflicto. El primero, la prevención como programación ofensiva, parte de la hipótesis de una alianza entre profesionales y administradores, en tanto que el segundo, que apunta a una reconquista de la sociedad civil, considera que son las relaciones entre los usuarios y los profesionales las que estarían al centro del dispositivo preventivo. Como conclusión, el autor abre el debate sobre el sentido y el impacto del dispositivo preventivo a la luz de su problemática, centrada en la crisis del Estado y los conflictos políticos que la expresan.

Dos autores cuestionan a continuación la problemática del autor. F. Smet (Bruselas) se interroga sobre el papel de los intelectuales en la construcción del discurso sobre la prevención ("Los intelectuales y la prevención"). G. Renaud (Montréal) se pregunta, en el mismo sentido, si la sociología, aún crítica, no ejerce una función de racionalización constante de la construcción del Estado ("A propósito de la prevención como programación ofensiva"). Situando la prevención como programación ofensiva, ¿es que no se contribuye, precisamente, a crear esta programación, a dar una coherencia teórica a elementos que no lo son a priori?

The political stakes involved in prevention policy

B. Francq

The debates concerning prevention policy can only be understood within the wider context of the crisis of the Welfare State. The author points out the ambiguities inherent in discussions on prevention policies and then goes on to look at the different conceptions held by professionals in the human resource sector.

He notes two contradictory paradigms. The first, which sees prevention as implementation of State policy, postulates a working alliance between human resource professionals and government administration policy while the second, which seeks a transformation of "civil society", considers that the main alliance must be between human resource professionals and the population directly concerned by prevention policy.

The author concludes by suggesting some themes for reflexion on the theme of prevention in the context of the present crisis of the State.

Two authors offer a critical response to the B. Francq article. F. Smet, (Brussels, "Intellectuals and prevention") raises the question of the role of intellectuals in the formulation of the ideology of prevention. G. Renaud (Montreal, "Prevention as State policy"), along the same lines as Smet, looks at the role of sociology. Even when it is critical, the author suggests, sociology tends to constantly rationalize and operationalize state policy. Is this process at work in the field of prevention?

La prévention comme dispositif politique

B. Francq

L'auteur aborde ici un thème central du débat actuel sur les politiques et leur redéfinition dans le contexte de crise de l'État-providence, la prévention. Après avoir souligné la polysémie du concept, il en délimite la pertinence à partir d'un examen de sa résurgence dans l'imaginaire professionnel des travailleurs du social.

Cet examen s'effectue à partir d'une mise en perspective de deux paradigmes centraux qui entrent en conflit. Le premier paradigme, la prévention comme programmation offensive, part de l'hypothèse d'une aliance entre professionnels et administratifs alors que le second, qui mise davantage sur une reconquête de la société civile, considère plutôt que ce sont les rapports entre usagers et professionnels qui seraient au centre du dispositif préventif.

En conclusion, l'auteur ouvre le débat sur le sens et la portée du dispositif préventif à la lueur de sa problématique centrée sur la crise de l'État et des enjeux politiques qui la traversent.

Deux auteurs questionnent ensuite la problématique de B. Francq. F. Smet (Bruxelles), « Les intellectuels et la prévention », s'interroge sur le rôle des intellectuels dans la construction du discours sur la prévention. G. Renaud (Montréal), « À propos de la prévention comme programmation offensive », se demande dans le même sens si la sociologie, même critique, n'exerce pas une fonction de rationalisation constante de la construction de l'État. En positionnant la prévention comme programmation offensive, ne contribue-t-on pas précisément à créer cette programmation, à donner une cohérence théorique à des éléments qui ne sont pas a priori cohérents ?